

Le 19 janvier 2024

## France

### **Priorités pour la version zéro du projet de recommandation du CSA sur la « réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ».**

La France souligne la **qualité du rapport du HLPE** sur la réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Dans un panorama actuel des inégalités très complexes, ce rapport fournit des données précises sur les inégalités dans leurs différentes dimensions, relève les causes multifactorielles des inégalités, en donnant des exemples concrets de politiques de lutte contre les inégalités liées à la sécurité alimentaire et la nutrition. Les recommandations du rapport du HLPE constituent une base pour les futures recommandations du CSA.

La France souhaite souligner les priorités suivantes, qui lui paraissent particulièrement importantes à prendre en compte dans les recommandations du CSA sur les inégalités.

**1/ Augmenter les investissements dans les systèmes alimentaires**, portés par les institutions multilatérales. A cet égard, la France a accueilli en décembre 2023 à Paris la dernière réunion de consultation de la **13<sup>ème</sup> reconstitution des fonds du FIDA** qui permettra à cette institution de soutenir de nouveaux projets de développement agricole et alimentaire dans une perspective de durabilité, pour les populations rurales des pays les plus pauvres, en faisant de l'égalité de genre et du soutien aux jeunes ruraux des priorités.

**2/ Traiter les inégalités liées à plusieurs secteurs** comme la santé, l'éducation ou l'emploi agricole, et de soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables via des systèmes de protection sociale et de redistribution. La France a ainsi accueilli en octobre 2023 la réunion de la **coalition pour l'alimentation scolaire**, montrant combien des opérations et des politiques très concrètes pouvaient améliorer à la fois l'éducation, la nutrition, les inégalités de genre, la santé et le développement local par une alimentation de proximité.

**3/ La France souligne l'importance de renforcer la collecte et l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, notamment en Afrique. Sans statistiques qui soient désagrégées en matière de genre et d'âge, sans pouvoir mettre en évidence les inégalités, il est en effet impossible de lutter contre et extrêmement hasardeux de mettre en place des mesures de réduction des inégalités. Les données recueillies et utilisées doivent également refléter le secteur informel.

**4/ La France se félicite de l'adoption par le CSA en 2023 des directives sur le genre et l'autonomisation des femmes et des filles pour la sécurité alimentaire et la nutrition et considère qu'il est essentiel de continuer à renforcer les politiques de lutte contre les inégalités entre les genres** qui constituent la première des inégalités quel que soit le secteur. Partout dans le monde, l'accès aux richesses, aux biens, au foncier, à la santé, à l'emploi, à l'alimentation et à la nutrition est différencié selon le genre et tend à exacerber les inégalités existantes, dont les femmes et les filles sont les plus gravement touchées.

**5/ La France souligne que la lutte contre la malnutrition doit être aussi axée sur la lutte contre les inégalités** telles que celles liées à la richesse et au genre. La malnutrition est à la fois une cause et une conséquence des inégalités socio-économiques qui forment un cercle vicieux, notamment à l'origine de la mauvaise santé et de la pauvreté des populations. La France accueillera au premier semestre 2025 le **prochain sommet Nutrition 4 Growth (N4G)** qui constituera un moment clé pour la mobilisation politique et financière internationale dans la lutte contre la malnutrition.

**6/ Veiller à ce que l'élaboration des recommandations s'appuie pleinement sur des produits déjà existants du CSA :**

- directives volontaires relatives aux « *systèmes alimentaires et à la nutrition* »,
- recommandations politiques sur les « *approches agro-écologiques et autres approches novatrices* »,
- recommandations de politique générale relatives à « *la participation et l'emploi des jeunes pour la sécurité alimentaire et la nutrition* »,
- directives volontaires relatives au « *genre et à l'autonomisation des femmes et des filles pour la sécurité alimentaire et la nutrition* »,
- recommandations de politique générale sur le « *renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition* ».

Sur toutes ces questions, il importe **d'utiliser au mieux les produits existants du CSA** et d'en reprendre les éléments fondamentaux.

7/ La France souligne de plus l'intérêt des **approches agro-écologiques** pour réduire les inégalités, pour assurer une transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients et ainsi garantir la capacité de production alimentaire à long terme et assurer l'accès de tous et toutes à une alimentation saine, diversifiée, équilibrée, en quantité suffisante. Elle souligne aussi l'importance de renforcer les **chaînes de valeur** afin de parvenir à des partages équitables de la valeur ajoutée agricole sur la chaîne de production, de distribution et de commercialisation. Elle note aussi tout l'intérêt des **circuits courts** pour consolider l'agriculture locale.

8/ De manière générale, la France défend une **approche ouverte et inclusive** et l'importance d'inclure la société civile, les femmes, les jeunes, les groupes marginalisés, les organisations de producteurs, les organisations représentatives dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

## COURTESY TRANSLATION

France

**Priorities for the zero version of the CSA draft recommendation on “reducing inequalities for food security and nutrition”.**

France underlines **the quality of the HLPE report** on reducing inequalities for food security and nutrition. In a current panorama of very complex inequalities, this report provides precise data on inequalities in their different dimensions, identifies the multifactorial causes of inequalities, giving concrete examples of policies to combat inequalities linked to food security and nutrition. The recommendations of the HLPE report constitute a basis for future CSA recommendations.

France would like to highlight the **following priorities**, which it considers particularly important to take into account in the CSA recommendations on inequalities.

**1/ Increase investments in food systems**, supported by multilateral institutions. In this regard, France hosted in December 2023 in Paris the last consultation meeting of **the 13th replenishment of IFAD** funds which will allow this institution to support new agricultural and food development projects with a view to sustainability, for the populations of rural areas of the poorest countries, giving priority to gender equality and support for rural youth.

**2/ Address inequalities linked to several sectors** such as health, education or agricultural employment, and support the food security and nutrition of vulnerable populations via social protection and redistribution systems. France hosted the meeting of **the school meals coalition** in October 2023, showing how very concrete operations and policies could improve education, nutrition, gender inequalities, health and development through local supply.

**3/ France underlines the importance of strengthening the collection and use of data relating to food security and nutrition**, particularly in Africa. Without statistics that are disaggregated by gender and age, without being able to highlight inequalities, it is in fact impossible to fight inequalities and extremely risky to implement measures to reduce inequalities. The data collected and used must also reflect the informal sector.

**4/ France welcomes the adoption by the CSA in 2023 of the voluntary Guidelines on « Gender, Equality and Women’s and Girls Empowerment in the Context of Food Security and Nutrition” and considers that it is essential to continue to strengthen the policies of fight against inequalities between genders** which constitute the primary inequalities whatever the sector. Throughout the world, access to wealth, goods, land, health, employment, food and nutrition is differentiated by gender and tends to exacerbate existing inequalities, women and girls being the most seriously affected.

**5/ France emphasizes that the fight against malnutrition must also be focused on the fight against inequalities** such as those linked to wealth and gender. Malnutrition is both a cause and a consequence of socio-economic inequalities which form a vicious circle, particularly at the origin of poor health and poverty among populations. France will host the next **Nutrition 4 Growth (N4G) summit** in the first half of 2025, which will constitute a key moment for international political and financial mobilization in the fight against malnutrition.

**6/ Ensure that the development of recommendations is fully based on already existing CFS products:**

- voluntary guidelines on « *Food systems and Nutrition* »
- policy recommendations on “*agroecological and other innovative approaches*”,
- policy recommendations relating to “*youth engagement and employment for food security and nutrition*”,
- voluntary Guidelines on « *Gender, Equality and Women’s and Girls Empowerment in the Context of Food Security and Nutrition*”
- policy Recommendations on « *Strengthening Collection and Use of Food Security and Nutrition (FSN) Data and Related Analysis Tools* ».

On all these issues, it is important to make **the best use of existing CSA products** and to use their fundamental elements.

7/ France also stresses the importance of **agro-ecological approaches** in reducing inequalities, ensuring the transition to sustainable, resilient food systems and thus guaranteeing long-term food production capacity and access for all to healthy, diversified, balanced food in sufficient quantity. It also stresses the importance of strengthening **value chains** in order to achieve equitable sharing of agricultural added value across the production, distribution and marketing chain. It also notes the importance of **short circuits** in consolidating local agriculture..

8/ In general, France defends an **open and inclusive approach** and the importance of including civil society, women, young people, marginalized groups, producer organizations, representative organizations in the development and implementation of policies to combat inequalities relating to food security and nutrition.